

Myard veut que l'on finance des camps d'accueil dans les pays périphériques de la Syrie, pourquoi nous ?

écrit par Christine Tasin | 23 septembre 2015



Communiqué de presse de Jacques MYARD Député de la Nation Maire de Maisons-Laffitte Président du Cercle Nation et République

Le 21 septembre 2015

A/S : Réponse au représentant d'Amnesty international pour l'accueil des réfugiés syriens.

Monsieur,

J'ai pris connaissance avec intérêt de votre lettre du 15 septembre dernier. Humaniste, je suis comme vous, très touché par les images de souffrance des migrants largement diffusées par les médias.

Néanmoins je ne suis pas favorable à l'accueil des migrants à Maisons-Laffitte, tout simplement parce que nous n'avons pas de logements disponibles : plusieurs centaines de familles de nos concitoyens ou de personnes étrangères en situation régulière sont en attente de logement.

Il n'est pas possible pour notre ville d'offrir de logements à ces migrants.

J'ajoute que nous ne pouvons pas conduire une politique dictée par l'émotion immédiate. La situation des migrants appelle une autre stratégie que celle de l'accueil qui doit être strictement limitée afin d'éviter un appel massif de nouveaux migrants.

C'est une réalité dont nombre de gouvernements européens prennent désormais conscience.

J'ai, en conséquence, demandé au gouvernement de financer des camps d'accueil

dans les Etats périphériques de la Syrie afin que ces personnes puissent retourner le moment venu dans leur pays pour le reconstruire avec une aide internationale du HCR.

Cela implique aussi que nous devons radicalement changer de politique étrangère. La France doit cesser de jouer les apprentis sorciers en livrant des armes en Syrie à des groupes qui sont quasiment tous inféodés à Al-Nosra et en définitive à Al-Qaïda.

Il ne s'agit pas de défendre le régime de Damas mais, entre deux maux, il faut choisir.

Vous trouverez ci-joint l'un de mes communiqués à ce propos.

Pour toutes ces raisons, je vous renouvelle qu'il n'est pas question d'accueillir des réfugiés dans notre ville tout en partageant vos préoccupations légitimes.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations très distinguées.

J. MYARD

Député-Maire de Maisons Laffitte

Lettre adressée au représentant d' AMNESTY INTERNATIONAL GROUPE 405

Nos commentaires :

Si nous applaudissons à la fin de non recevoir envoyée au représentant d'*Amnesty international* et aux arguments d'ordre pratique (manque de logements) nous restons sur notre faim et sommes interpellés...

– Si l'idée de la création de camps d'accueil dans les régions/Etats proches de la Syrie nous agréée, **pourquoi devrions-nous, nous, les financer ?**

J'aimerais comprendre pourquoi les Européens, non seulement devraient accueillir des millions de pseudo réfugiés mais devraient en sus* financer ceux qui ne réussiraient pas à partir ! Que les pays musulmans se débrouillent, nous n'avons rien à voir là-dedans ! Qui a aidé la France à financer le départ et l'installation des pieds-noirs, chassés d'Algérie, dont la vie était en danger, en 1962 ? Personne. Ils étaient pourtant d'authentiques réfugiés... D'ailleurs, la France de l'époque ne s'est pas beaucoup activée et n'a pas beaucoup payé... ce sont essentiellement les pieds-noirs, qui, avec leurs économies et, surtout, leur immense volonté de travailler pour se prendre en charge qui se sont financés...

Christine Tasin

* en sus, parce que dans l'espace Schengen que Hollande se refuse à fermer, les arrivages continueront quoi qu'il arrive. Il faut des douaniers, des murs, des barbelés, une politique dissuasive comme celle des Hongrois... afin que les pseudo réfugiés restent dans leur pays ou, au mieux, aillent dans les centres d'accueil proches. Mais je ne me fais aucune illusion,

dans ce dernier cas les centres demeureraient vides. Ce n'est pas la guerre qui pousse les 80% d'hommes jeunes à laisser leurs familles, c'est l'appel de l'Eldorado européen. Et vous auriez pu le dire, monsieur Myard, à Amnesty International, au lieu de prétendre partager leurs inquiétudes pour ces faux réfugiés qui sont des délinquants venus sans autorisation.

Christine Tasin